

## LA CONQUÊTE DE LA LIBERTÉ

**Q**U'EST-CE QUE LA LIBERTÉ, pour nous aujourd'hui, en France ?  
Ce n'est pas simple. S'interrogera-t-on, par exemple, pour savoir si la liberté est parmi nous, Français de notre temps, un objet de consensus ou un objet de conflits ? On sera bien obligé de répondre : les deux.

5

### UN CONSENSUS OU UN CONFLIT ?

Il en est de la liberté comme de la République, qui la représente en France dans la sphère politique. Nous sommes à l'époque où, dans « la classe politique », tout le monde se déclare républicain, ce qui n'empêche pas la droite républicaine et la gauche de se disputer âprement, d'insister sur la différence de leurs doctrines, de feindre d'avoir peur l'une de l'autre, et de dénier parfois à leur rivale jusqu'au droit de se réclamer de la République. Il y a donc bien là à la fois consensus dans les faits et perpétuation de guerre civile dans les esprits. Ce paradoxe s'explique assez probablement, comme il est courant dans notre histoire, encombrée de réminiscences, de forces d'inertie, par le passé relativement proche où le consensus sur la République n'existait pas encore. Vers 1880, la France était partagée entre une droite qui redoutait et détestait la République – et qui aspirait à restaurer une monarchie (impériale ou royale, peu importe ici) – et une gauche dont la volonté de fonder et de défendre la République suffisait à définir les contours. Depuis cent ans, l'acceptation progressive de la forme républicaine de gouvernement par les partis, groupes sociaux, tendances, traditions classés à droite est l'un des principaux fils conducteurs de notre histoire politique. Ce ralliement aujourd'hui à peu près complet à la République

comme forme (et même bien plus que comme forme : comme méthode, comme règle normale de la vie publique) n'a pas effacé le conflit plus profond, le conflit de fond, entre « parti de l'Ordre établi » et « parti du Mouvement » (pour reprendre ici la terminologie d'un grand aîné<sup>1</sup>). Car ce dernier conflit est sans doute essentiel. Ainsi s'explique que la République soit aujourd'hui en même temps l'objet d'acclamations convergentes et d'interprétations divergentes, objet d'une commune reconnaissance filiale par des enfants qui entre eux ne s'aiment pas.

6 On pourrait sans doute, dans des conditions de complexité plus grandes, en dire autant de la liberté. La liberté, réduite à son principe simple, à sa définition élémentaire, est une valeur à peu près unanimement reconnue. Où est le temps où la liberté de l'individu était jugée intrinsèquement mauvaise ? Où le bien consistait à reconnaître et à subir l'Autorité, l'autorité de la religion établie (pour la conception générale de l'existence) et les autorités (expressément liées à la précédente) du roi et de la tradition dans l'ordre politique, du père dans la famille, etc. ?

Aujourd'hui, l'immense majorité de nos contemporains rejette les systèmes d'intégrisme religieux, totalitaires avant la lettre. Nous sommes soit des agnostiques, soit des croyants qui acceptent plus ou moins le principe de réduction de l'autorité du dogme religieux à un domaine spécifique. Nous rejetons donc tous, par conséquent, l'idée d'une religion d'État unique, comme l'idée d'une religion dotée d'un pouvoir temporel. Mais ce laïcisme élémentaire, qui nous est commun, n'empêche pas toutes sortes d'autres conflits sur l'aménagement de la sphère reconnue au pouvoir civil et même sur les modalités de la séparation entre pouvoir civil et pouvoir religieux. Reste que la liberté est communément évoquée, donc reconnue par tous. C'est au point que même ceux qui ne l'aiment que modérément en politique pure (nous pensons à la droite de la fin du siècle dernier, encore mal convaincue de la légitimité de la démocratie libérale) n'hésitent pas à en brandir le drapeau contre la gauche : ainsi le pouvoir moral du catholicisme a-t-il été défendu sous le beau nom de « liberté de l'enseignement », et le pouvoir concret du patronat sous celui de « liberté d'entreprise ».

Dans un cas comme dans l'autre, il va de soi que les accusées, la gauche laïque (antilibérale contre « les curés ») et la gauche socialiste (antilibérale contre le capital), se pensaient elles-mêmes comme libérales, à condition de se placer à un niveau plus élevé : en donnant la laï-

---

1. François Goguel, bien entendu, dans *La Politique des partis sous la Troisième République*, Paris, Armand Colin, 1946, 2 vol.

citée comme libération de la pensée dans le premier cas, la justice sociale comme libération concrète de la vie du pauvre dans le second cas.

Une conclusion sarcastique (donc pessimiste) pourrait nous faire écrire ici que la liberté peut être « mise à toutes les sauces ». Une conclusion plus optimiste soulignerait qu'elle a partie gagnée au moins comme idée, ce qui est une victoire non négligeable. Nous sommes plutôt du côté optimiste.

## DE LA LIBERTÉ DE PENSER AUX RÉVOLUTIONS D'OCCIDENT

La conquête de la liberté, ce serait donc une bien longue histoire à raconter. Au fond, elle commencerait par la conquête de la pensée libre, de la pensée tout court, puis de son individualisation.

Époque bien lointaine, et bien inaccessible à mes compétences.

Dans une étape plus récente, il faudrait faire état de la libération de la pensée qui était virtuellement inscrite dans l'éclatement du magistère catholique en Europe. La liberté de pensée doit certainement beaucoup aux hérétiques et aux réformateurs. Ceci est banal mais pose d'autres questions. Pourquoi le monde européen de la fin du Moyen Âge en est-il arrivé là ? Et, ensuite, comment l'esprit de la critique religieuse s'est-il développé en esprit critique tout court, et plus précisément en capacité de critique des institutions temporelles ?

Il existe sur ces problèmes bon nombre de spécialistes que nous ne prétendons pas égaler ni résumer. De la Réforme et de la Renaissance à la pensée des Lumières en passant par les libertins, de ces cheminements de la libre pensée (avant la lettre), de son accession à la volonté de changement politique, qu'il passe soit par la subversion soit par le « despotisme éclairé », nous ne parlerons pas.

Pour nous en tenir à la sphère politique moderne, qui seule nous intéresse ici, il est admis que les réalisations effectives de la démocratie libérale qui est devenue la norme dans notre univers (dans ce « monde libre » ainsi autodésigné contre les repoussoirs successifs de Hitler et de Staline) dérivent de trois expériences majeures, la révolution anglaise (1640 puis 1688), la révolution américaine (1776) et la Révolution française (1789 puis 1792). C'est de cette dernière que nous, Français, sommes les descendants, ou les élèves, ou les produits, comme on voudra dire. L'étude comparée de ces trois épisodes et des modèles qu'ils ont suscités est un chantier très fréquenté depuis quelques décennies, à la frontière de l'histoire du monde moderne et de la science politique. Comme chacun

sait, le bicentenaire de la Révolution et la période qu'il a en fait occupée (en gros, de 1981 à 1992) ont encore accentué la densité des réflexions et leur rayonnement dans le grand public. Au premier rang des spécialistes de ce débat s'est imposé François Furet, sur l'œuvre de qui une mort brutale et prématurée vient d'attirer un surcroît d'attention.

8 Nous avons déjà commencé à préparer ces quelques pages lorsque nous avons pu lire dans *Le Débat*<sup>2</sup> la réimpression de l'un des derniers textes synthétiques de notre regretté collègue, intitulé « L'idée française de la révolution ». C'est pour y retrouver sans surprise, au milieu d'analyses fines et savantes, une orientation de jugement dont on a fini par oublier à quel point elle était paradoxale : du point de vue de la liberté (qui est une bonne chose), la Révolution française n'aurait pas été la meilleure école, son héritage aurait comporté des dangers et des risques de perversion, il y avait donc péril à la célébrer comme la gauche a tenté de le faire.

#### UN DERNIER DÉBAT AVEC FRANÇOIS FURET

Ce n'est pas la première fois que nous avouons n'être pas convaincu par cette thèse<sup>3</sup>, et l'occasion est bonne de préciser le terme de la controverse qui nous paraît le plus central.

Bien entendu, on reconnaît que la Révolution a été violente (dès les journées parisiennes de juillet 1789), qu'elle a comporté pendant quelques mois non seulement les violences pratiques connues sous le nom de « Terreur » mais aussi cette violence théorique que fut la justification de la dictature du salut public (« pas de liberté pour les ennemis de la liberté »).

On reconnaît encore que cette doctrine liberticide du salut public pouvait s'étayer de références philosophiques préexistant au moins depuis *Le Contrat social*. Que ce modèle terroriste et dictatorial a été d'autre part trop favorablement reçu ensuite par la tradition républicaine grâce à la théorie simpliste de la Révolution « bloc ». Enfin, que cette révérence de la gauche française à l'égard de la phase dictatoriale de la Révolution a aidé le bolchevisme à se faire accepter en France,

2. Revue bimestrielle, Paris, Gallimard, n° 96, septembre-octobre 1997.

3. Nombreux articles, dont les principaux : « Faut-il avoir peur de 1789 ? » dans *Le Débat*, n° 30, 1984, et « La Révolution française au banc des accusés » dans *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, janvier-mars 1985, ont été réimprimés dans Maurice Agulhon, *Histoire vagabonde* II, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des histoires », 1988.

puisqu'il pouvait présenter le Comité de salut public comme un précédent avouable de la dictature du prolétariat.

En résumé la Révolution serait une mauvaise école de liberté parce que son radicalisme serait l'origine directe du caractère chaotique de la politique française au XIX<sup>e</sup> siècle, et l'origine lointaine de l'aisance avec laquelle le stalinisme s'est acclimaté. L'héritage de la Révolution serait donc un mal, nommé jacobinisme. Quant au bien, nommé libéralisme, il trouverait plutôt ses racines chez les théoriciens qui surent être très tôt critiques à l'égard des péripéties violentes de la grande époque (Benjamin Constant, Tocqueville, et bien d'autres). Que faut-il en penser ?

Sur l'analyse des textes et des pensées politiques produits en France du milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup>, François Furet est insurpassable (en tous cas par nous). Notre objection ne consiste donc pas à discuter chacune de ces analyses, elle pourrait simplement se borner à ceci : sa vision de notre histoire n'a-t-elle pas tendance à hypertrophier les déterminismes idéologiques et, du coup, à sous-évaluer les effets plus simples et brutaux dus aux rapports de lutte entre les forces sociales en présence ? Nous avons déjà présenté l'argument tiré de la comparaison classique entre la révolution américaine et la Révolution française. La première, en Amérique, a suscité un consensus, toujours existant, sur la valeur de la République, consubstantielle, là-bas, à la nation, de même qu'un respect constant pour la Constitution, la même depuis 1787, ainsi que pour les procédures du droit ; la seconde, la nôtre, a au contraire ouvert deux siècles d'expériences à la fois byzantines et hargneuses à la recherche de la meilleure constitution.

Pourquoi cela ? Parce que la révolution américaine aurait eu une bonne conception du droit politique, et la française une mauvaise ? Ou bien plutôt parce que les Américains ont pu jouir dès l'origine d'un consensus sur leur République, puisque, du fait de leur « révolution », qui consista surtout en une victoire militaire sur l'armée anglaise, ils avaient jeté à la mer le parti de la contre-révolution<sup>4</sup>, tandis que la

---

4. Ce que reconnaît expressément François Furet dans l'article cité : « [...] une différence capitale. La première [la révolution américaine] n'a pas eu besoin de renverser un état social aristocratique pour instaurer une société d'individus égaux et libres. L'état social aristocratique, les colons américains l'ont laissé derrière eux en quittant l'Angleterre ou l'Europe pour vivre égaux et libres sur une terre nouvelle [...]. La différence est si grande avec le cas français que Tocqueville y a vu, par opposition à 1789 en France, une instauration *non révolutionnaire* de la démocratie [...]. » Ne peut-on en conclure que, si l'instauration de la démocratie en France a été révolutionnaire, c'est parce que, dans son cas, l'ancien ordre social lui faisait directement face ?

France nouvelle devrait vivre avec l'existence, sur son sol même, et infiniment puissant dans l'ordre social et spirituel, du parti de la contre-révolution ? Qui dira si, dans l'hypothèse où Louis XVI et les privilégiés avaient accepté l'essentiel de la modernité proposée, nos grands ancêtres ne s'en seraient pas tenus à une sagesse de légistes américains ? En d'autres termes, notre Révolution était-elle violente parce qu'elle avait du radicalisme idéologique dans son patrimoine génétique, ou bien parce qu'elle s'est heurtée d'entrée à une résistance obstinée ? La réponse nous paraît évidente.

Quant à la question de savoir dans quel sens a pesé ultérieurement l'héritage de la Révolution, son héritage au sens complet, son legs théorique donc, mais aussi sa tradition, et – pourquoi pas ? – son mythe, choses souvent plus efficaces encore que les théories, la réponse nous semble également claire.

C'est un fait que, passé la clôture de l'épisode exceptionnel de la dictature du salut public, le 9 thermidor an II, passé aussi le correctif libéral apporté par le sage Louis XVIII de 1814 à la tyrannie napoléonienne, c'est, pour l'essentiel, sous les régimes expressément rattachés au souvenir et au respect de la Révolution que s'est bâti l'édifice de notre démocratie libérale : monarchie de Juillet, II<sup>e</sup> République, III<sup>e</sup> République surtout.

C'est un fait que – véritable confirmation de ce qui précède, véritable preuve *a contrario* – la démocratie libérale s'est trouvée compromise, et la dictature s'est trouvée peser ou menacer, chaque fois que l'État a été dominé par des ennemis avérés de la Révolution : Napoléon I<sup>er</sup><sup>5</sup>, Louis XVIII en fin de règne, Charles X, Napoléon III au temps de l'Empire autoritaire, l'Ordre moral de 1873-1875 (Mac-Mahon), Vichy enfin. En France, depuis 1830, détester la Révolution en principe et attaquer les libertés en fait constituent deux options soli-

---

5. Napoléon ici classé fait problème. François Furet me l'a un jour directement et vivement reproché (dans un face-à-face enregistré organisé en 1989 par le magazine *Espresso*, 1789-1989 *il Terrore e la Liberta*, supplément au n° 3 de l'*Espresso*, 22 janvier 1989). Pour François Furet, Napoléon est un produit de la Révolution (et ses méfaits alourdissent donc le bilan de celle-ci). Pour nous, Napoléon, héritier des conquêtes juridiques de la Révolution, et leur défenseur contre les rois coalisés, n'en était pas moins, dans l'ordre théorique, un adversaire résolu de l'inspiration révolutionnaire, par son hostilité déclarée aux « idéologues » (c'est-à-dire aux héritiers des Lumières), par la réconciliation recherchée avec le clergé et la noblesse, par sa conception de l'ordre social, l'esclavage rétabli aux Antilles, etc. Ce n'est pas le seul cas où Napoléon est au cœur des débats de l'histoire de France.

dares, émanant des mêmes groupes. C'est pourquoi l'antagonisme entre libéraux et jacobins, antagonisme théorique si évident... en théorie, et sous la plume de François Furet, est bien loin de s'être pleinement déployé dans notre histoire, tant sont nombreuses les phases où libéraux et jacobins ont eu à s'allier contre un adversaire commun : la réaction (pour lui donner son nom le plus vulgaire et le plus répandu). Dussent, dans cette fréquentation récurrente, nos libéraux se jacobiniser un peu, et nos jacobins garder le goût de la liberté.

C'est un fait encore que, lorsque apparaissent à l'extrême gauche, la lutte des classes aidant, des vellétés de renouvellement de dictature populaire violente et de salut public – la voilà bien l'impulsion populiste-liberticide issue de l'an II –, il s'est toujours trouvé d'autres amis de la Révolution, se réclamant aussi des grands ancêtres, pour les réprimer et pour rétablir une République libérale. C'est Carnot qui a réprimé le babouvisme, c'est Cavaignac qui a brisé l'insurrection de juin, c'est Thiers qui a brisé celle de la Commune. Que les tristes besognes républicaines que nous venons d'évoquer soient peu exaltantes pour notre sensibilité d'aujourd'hui, c'est bien évident, mais ce n'est pas cela qui importe. A la suggestion selon laquelle la tradition de la Révolution serait funeste parce que, intrinsèquement radicale, elle susciterait sans cesse des vellétés de pouvoirs extrémistes, l'histoire répond que cette même tradition a toujours suscité les résistances antijacobines de Républicains libéraux, et qui ont vaincu.

C'est un fait enfin que la culture nationale de gauche issue de la Révolution a contribué à fournir, avec la propension toujours citée au communisme stalinien, ce qui sans doute a constitué son principal antidote. Même à son apogée, au lendemain de la Libération, l'influence du PCF est restée limitée à un quart des suffrages exprimés dans l'électorat, correspondant à une bonne moitié de la classe ouvrière, et à des minorités dans les classes moyennes et paysannes. Qu'en aurait-il été sans la résistance discrète mais profonde opposée par le socialisme démocratique ? Il nous faut rappeler ici une idée que nous avons déjà exprimée ou écrite ici ou là<sup>6</sup>, c'est celle de l'analogie si frappante qui existe entre la polémique anticléricale issue du XIX<sup>e</sup> siècle et la polémique antistalinienne. C'est le thème du « parti de l'étranger », qui,

---

6. Par exemple, et le plus nettement, dans notre contribution au débat organisé au Mans par les « Carrefours de la pensée », in *Les Héritages du congrès de Tours*, Le Mans, 1990, p. 151-152.

avant de viser « Moscou », a été lancé contre Rome et la papauté<sup>7</sup> ; c'est le thème de la machine sottement disciplinée, ceux qui pensent comme leurs chefs, ceux qui changent de tactique au doigt et à l'œil, ceux qui *perinde ac cadaver* ; c'est le thème enfin du militant sombre et puritain, obsédé de vertu et de combat politique et réfractaire au divertissement et à la gaieté bien gauloise, autre reproche populaire, rodé contre « les curés » et les hommes d'œuvre, et naturellement réemployé contre les nouveaux dévots et les nouveaux fanatiques formés par « le parti ». Ces polémiques que nous avons bien connues ne volaient pas toujours très haut, comme on dit. Mais la politique n'est pas tout entière au niveau du pur esprit. Elle joue sur des doctrines que la science politique connaît parfaitement, mais aussi sur des faits de mentalité plus flous, plus terre à terre. Si le peuple de gauche en France, même à la grande époque stalino-thorézienne d'il y a cinquante ans, n'a pas tout entier glissé vers le communisme, l'un des obstacles, ou l'un des freins, est certainement venu de la culture libertaire que la tradition républicaine issue de la Révolution avait forgée contre la Rome du *Syllabus*, et dont la transposition allait de soi.

Pour toutes ces raisons, nous ne proposerions pas d'abandonner l'idée ancienne d'après laquelle le souvenir de la Révolution et l'attachement à ses principes, en fondant la République en France, ont constitué le fondement principal de la liberté ; c'est-à-dire de l'adhésion à la démocratie libérale telle que celle dont nous jouissons, et qui ressemble, pour l'essentiel, à celle des autres nations occidentales.

## QUELQUES CONFIRMATIONS SYMBOLIQUES

C'est d'ailleurs, après tout, une vérité officiellement reconnue. La République française se représente couramment par un buste de femme coiffée d'un bonnet phrygien, vieux choix symbolique, effectué dès septembre 1792 et qui, pour désigner la République, empruntait délibérément le bonnet phrygien à l'emblématique propre de la liberté. Par ce vieil emblème, Liberté, Révolution, République sont encore associées

---

7. Il y eut un moment critique dans les années 1870 où la droite, attachée au pouvoir du pape, aurait voulu que la France traitât avec hostilité le nouveau royaume d'Italie. Or l'intérêt évident de la France vaincue était de sortir de l'isolement diplomatique et non pas de se mettre sur les bras un ennemi de plus. L'intérêt national et l'anticléricalisme républicain coïncidant, on comprend la formule.

sous nos yeux chaque fois que nous regardons une « Marianne » ou un timbre-poste, même si, reconnaissons-le, cet enseignement n'a plus de nos jours qu'une vertu subliminale.

Mais l'inconscient compte aussi.

Nous voulons dire que les événements fondateurs ne laissent pas que des doctrines dans leur sillage, ils y laissent aussi des éléments de culture morale non moins efficaces. La Révolution française nous a légué, c'est vrai, deux séries de choses : d'une part, entre autres discours, quelques justifications théoriques dangereuses du salut public et de la violence populaire, d'autre part, et tout aussi fort, la répulsion massive contre les barbaries archaïques. Ce sont – je l'ai déjà écrit aussi – les amis de la Révolution qui ont fait aboutir l'abolition de la guillotine en 1981, et ce sont les plus virulents insulteurs théoriques de la Révolution qui inscrivent aujourd'hui le rétablissement de la peine de mort à leur programme. Dans la récente campagne électorale, on a pu voir en réunion publique l'étrange mascarade d'un homme politique exhibant le simulacre de la tête coupée d'un(e) de ses ennemis ! Or cette sinistre pitreterie n'émanait pas de l'extrême gauche (qui fait pourtant profession de respecter les coupeurs de têtes vainqueurs de la Bastille) mais de l'extrême droite (qui juge la Révolution honorable mais qui n'hésite pourtant pas à pasticher ses pires moments).

13

L'histoire est bien complexe, comme on voit, mais ses effets globaux à long terme sont nets. La Liberté en France aujourd'hui est bien assise dans le camp où la République l'a toujours située.

## R É S U M É

*La Liberté, dans sa définition essentielle (le contraire de la soumission à l'Autorité), est acceptée par tous, ce qui n'élimine pas les conflits entre ses adeptes. On s'en tient aux deux derniers siècles de l'histoire de la France, et à un problème unique : que penser de la Révolution française ? A-t-elle façonné notre culture nationale dans un sens plutôt dangereux pour la liberté ? Ou dans un sens plutôt favorable ? Contre François Furet, à qui le liait une vieille habitude de controverse, l'auteur conclut dans le second sens, en insistant sur le problème théorique de l'explication en histoire : qu'est ce qui pèse le plus, des discours idéologiques ou du jeu concret des forces sociales et politiques en présence ?*